

Au boulot!

La mendicité organisée concerne aussi les enfants. Celui-ci avait faussé compagnie à l'adulte qui l'oblige à mendier dans la circulation sur la petite ceinture de Bruxelles. Il est ramené au travail sans ménagement.

PARIS
MATCH
BELGIQUE

UNE GRANDE ENQUÊTE PARIS MATCH MENÉE AVEC LE SOUTIEN DU FONDS POUR LE JOURNALISME EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE PHOTOS ROGER JOB

Chaque année, il en arrive 2 000 en Belgique. Ils ont déserté la pauvreté des montagnes du Rif marocain, fui une terre de conflits ou quitté un ghetto rom d'Europe de l'Est. Ils sont Marocains, Afghans ou Roumains. Ils voyagent seuls. Ils ont moins de 18 ans et certains sont encore des enfants. Dans le jargon administratif, on les appelle des MENA, pour mineurs étrangers non accompagnés. Leur jeune âge et leur solitude les rend terriblement vulnérables. Des adultes en profitent pour les

faire basculer dans toutes les formes de criminalité : prostitution, trafic de drogues, mendicité organisée, criminalité itinérante... Des structures d'asile et d'encadrement sont là pour les accueillir. Des lois les protègent. Mais les failles du système en laissent échapper beaucoup. On les retrouve dans la rue, victimes de l'indifférence et des réseaux qui les exploitent. Nos reporters sont partis sur leurs traces. Ils rapportent un reportage exceptionnel en deux volets, diffusé dans cette édition et dans celle du 3 juin.

LES ENFANTS DU TROTTOIR



DJAMEL : « EN RUE, TU DOIS TE DÉBROUILLER. DE TOUTE MANIÈRE, LA PLUPART DES GENS SE FICHENT DE CE QUI PEUT T'ARRIVER »

UNE ENQUÊTE DE FRÉDÉRIC LOORE

Gare du Midi, à Bruxelles. À l'heure de la sortie des bureaux, c'est la ruée vespérale des navetteurs. Les portes automatiques régurgitent un flot ininterrompu de voyageurs en transhumance. Absorbé par une conversation téléphonique, un baladeur MP3 fiché dans les oreilles ou le regard abîmé dans la contemplation de son pas cadencé, chaque membre du troupeau des automates humains poursuit sa marche frénétique sans apercevoir les fantômes dérisoires qui hantent les parages de la station.

Ils battent la semelle, les mains dans les poches de leur jeans fatigué et le col de leur mince blouson relevé en guise de protection contre le froid qui leur mord la nuque. Leurs faciès trahissent leur origine étrangère, mais plus encore leur jeune âge. Leurs yeux sont pleins d'une alerte permanente ; ils ont l'air de sentinelles improbables. Qui sont-ils ? Qu'attendent-ils ? Djamel (nom d'emprunt), lui, le sait. Il a été l'un des leurs autrefois. Parti d'Oran à 17 ans, il a quitté l'Algérie en espérant réaliser par-delà la Méditerranée les rêves d'Eldorado entretenus par la foule immense des jeunes du Maghreb. Mais le mirage occidental s'est bien vite dissipé au contact de la rue. « Chien perdu sans collier » dans Bruxelles, il a dû se soumettre à l'impitoyable loi du bitume. A force de débrouille et, surtout, avec l'aide d'une association bruxelloise active dans l'accueil d'urgence des mineurs étrangers, il a fini par s'extirper de son enfer urbain. Aujourd'hui en attente de régularisation, il envisage de rentrer un jour au pays avec l'intention de faire profiter de sa cruelle expérience les jeunes Algériens éblouis par le miroir aux alouettes de l'Europe. Pour l'heure, il accompagne à son tour les mineurs étrangers à la dérive pour

les aider à franchir l'horizon indépasseable de la rue. Leur point de chute, gare du Midi, il connaît : « Ils s'y retrouvent à la recherche d'un tuyau pour passer la nuit quelque part dans un squat », explique-t-il. « Ils espèrent aussi trouver une combine pour se faire un peu d'argent. Et puis, peut-être que l'un ou l'autre va suivre une passante pour tenter de lui arracher son sac ou son gsm, en espérant en tirer quelque chose à la revente ».

À une époque, il arrivait à Djamel de squatter dans les caves des immeubles à appartements « craignos » de l'avenue Fonsny, face à la gare. Il nous y emmène, mais nous découvrons que l'accès est à présent barré. Lassés par les va-et-vient de ces passagers clandestins, les habitants ont carrément muré les portes qui mènent aux sous-sols. Que faire dans un cas pareil ? « Improviser », répond Djamel. « En rue, tu dois te débrouiller. De toute manière, la plupart des gens se fichent de ce qui peut t'arriver. » Chronique d'un naufrage ordinaire...

MINEURS EN EXIL

Ces enfants, on les appelle communément des MENA, pour mineurs étrangers non accompagnés. Selon les critères légaux, le MENA est une personne de moins de 18 ans, non accompagnée par un adulte qui exerce sur elle une autorité parentale ou une tutelle, ressortissante d'un pays non membre de l'espace économique européen (EEE), qui demande l'asile ou séjourne illégalement dans le pays. Ils seraient environ 2000 à entrer en Belgique chaque année. Il s'agit d'une estimation approximative, en tenant compte du fait qu'un nombre indéterminé d'entre eux ne sortent jamais de la clandestinité. Certes, on en signale jusqu'à 4000 par an sur le territoire, mais les alias qu'ils

utilisent parfois et la problématique des doubles signalements faussent vraisemblablement cette statistique. D'autre part, sur la même période, ils sont 1800 à se voir attribuer officiellement un tuteur. La réalité se situe sans doute entre ces deux chiffres.

S'ajoutent aux MENA stricto sensu d'autres jeunes non accompagnés, originaires ceux-là de pays appartenant à l'EEE. Selon une estimation minimaliste discutable, plus de 200 d'entre eux arriveraient en Belgique tous les ans. C'est notamment le cas des Roumains et des Bulgares. En tant qu'Européens, ils ne bénéficient pas de la protection spécifique accordée aux MENA par le Service des tutelles rattaché au SPF Justice. En dehors d'une prise en charge temporaire limitée à un mois, rien n'est prévu.

Ces mineurs en exil ne sont pourtant pas moins vulnérables que d'autres, répertoriés MENA par des bureaucrates taxonomistes en mal de classifications. Tous courent le risque de tomber aux mains des trafiquants et des exploitants d'êtres humains qui sévissent en Belgique, véritable carrefour où se croisent les réseaux de traite transnationaux. Dans le monde, ils sont 1,2 millions d'enfants victimes chaque année de ces prédateurs¹. L'Europe occidentale recèle une bonne partie de cette génération volée. Migrants volontaires ou contraints, ils ont déserté la misère d'un village du Rif marocain, fui une terre de conflit ou quitté un ghetto rom des Balkans. Au bout du voyage, ils se retrouvent embrigadés, parfois volontairement, dans une série d'activités illégales : prostitution, mendicité organisée, trafic de stupéfiants, criminalité itinérante, vente de contrefaçons, etc.

L'ampleur de ce phénomène ne cesse de croître à mesure que



les guerres, les drames humanitaires et les maux de la mondialisation jettent des populations entières sur les routes de l'exil. Dans deux récents rapports (juillet 2009 et avril 2010), l'Agence des droits fondamentaux (FRA) de l'Union européenne², tirait la sonnette d'alarme à propos de la traite des enfants sur le territoire des Etats membres. « Ce problème reste largement ignoré en raison d'un manque criant de suivi de la part des autorités », pouvait-on y lire. Et le directeur de la FRA, Morten Kjaerum, d'ajouter : « Faute d'améliorations en matière d'identification des victimes et de condamnation des auteurs, les lois destinées à prévenir la traite des enfants et à protéger les victimes resteront lettre morte. »

« CES JEUNES-LÀ, LE SYSTÈME S'EN FOUT »

Après bien des tergiversations, la Belgique s'est dotée d'un arsenal de protection des MENA efficace

pour une partie d'entre eux mais, d'après notre enquête, assez inopérant pour nombre d'autres. En principe, les mineurs étrangers non accompagnés bénéficient d'un soutien complet : le Service des tutelles les prend en charge ; les centres ouverts de Neder-Over-Hembeek et de Steenokkerzeel dépendants de Fedasil³, les accueillent et les orientent ; s'ils sont victimes de la traite des êtres humains (TEH), ils intègrent les centres spécialisés Esperanto (Communauté française), Minor Ndako ou Juna (Communauté flamande), le temps de la procédure au terme de laquelle il leur est possible d'obtenir un titre de séjour. Enfin, les MENA peuvent encore se tourner vers des structures de second accueil.

Ça paraît rodé. Mais en pratique et malgré les réussites incontestables, le système a de gros ratés. Fréquemment, les parquets se défaussent sur l'Office des étrangers ou le Service des tutelles lorsqu'ils sont confrontés à

Régularisation

À l'époque où il vivait clandestinement en Belgique, Djamel craignait l'Office des étrangers. Aujourd'hui, il est en demande d'une régularisation de son séjour et vient en aide aux mineurs étrangers non accompagnés (MENA).

l'interpellation d'un mineur étranger. Les policiers reçoivent la consigne de s'adresser à ces organes, voire de se contenter de dresser un procès-verbal avant de relâcher le jeune dans la nature. L'Office, lui, a tendance à adresser arbitrairement au tuteur un ordre de reconduire le MENA dans son pays d'origine, quand il devrait délivrer une déclaration d'arrivée à ce dernier afin qu'il puisse bénéficier de l'assistance à laquelle il a droit. Les enquêteurs, souvent rebutés par la lourdeur des formalités attachées au statut des MENA, rechignent à les envoyer dans les centres ouverts d'où beaucoup s'enfuient à peine arrivés. En 2008, la moitié des quelque 800 mineurs hébergés à Neder-over-Hembeek sont partis sans laisser d'adresse ! Certains pour retourner à leurs trafics.

En 2010, on fugue beaucoup moins de Neder-over-Hembeek. « Pour une simple raison », explique Isabelle Plumet, la directrice du centre. « Nos cent places en

UNE FOIS EN BORD DE SAMBRE, LES JEUNES PAYSANS RIFFINS SE TRANSFORMENT EN DEALERS DE HASCHICH, HÉROÏNE ET COCAÏNE

premier accueil sont à présent prioritairement réservées aux plus vulnérables, aux plus jeunes, ceux qui sont le plus à problèmes ou pour lesquels il y a suspicion de traite. C'est un principe de réalité, arbitraire sans doute, mais qui permet de sauver les meubles. » Les autres passent à travers les mailles encore élargies du filet protectionnel de Fedasil. Ils n'ont d'autre choix que de se raccrocher à la tutelle ou d'atterrir en maison d'accueil. « C'est vrai que nous en voyons plus qu'avant », confirme Vinciane Gilet, responsable de Synergie 14, une association ixelloise spécialisée dans l'aide d'urgence. De plus, en raison de la saturation du réseau, ceux qui ne sont pas demandeurs de l'asile ne se voient même plus désigner de centre d'accueil. Beaucoup demeurent (ou retournent) dans la rue.

Quant à la traite des êtres humains, seuls cinq MENA en ont été reconnus victimes en 2009. Mais pour obtenir ce statut, la procédure impose au mineur de collaborer avec la justice en dénonçant ses exploiters. Condition impossible à exiger d'un enfant. « Il y a aussi un problème de détection des mineurs étrangers potentiellement victimes », observe Denis, le

Sous surveillance

Des mendiants dans le centre de Bruxelles. Des hommes les surveillent discrètement.



directeur d'Esperanto. « La sensibilisation des services de police n'est peut-être pas suffisante. A la base, c'est pourtant eux qui doivent renseigner un possible cas de traite en remplissant la fiche de

signalement MENA au moment de l'interception. » Seulement voilà : cette fiche dont l'usage est recommandé par une circulaire de l'Intérieur d'avril 2004, certains policiers ne savent pas qu'elle existe. « Ces jeunes-là », remarque, lapidaire, un enquêteur de terrain, « c'est très simple : le système s'en fout ».

ENFANTS DE LABÎME

Djamel nous entraîne dans une excursion hallucinante à Molenbeek, depuis la station de métro Etangs noirs jusqu'à celle de Ribaucourt, en passant par la chaussée de Gand, la rue du Comte de Flandre et le parvis Saint-Jean Baptiste. Nous découvrons un univers parallèle ghettoïque à la charnière des communautés turque, marocaine et algérienne, une sorte de métamonde en train d'échapper à la souveraineté de l'Etat. Notre guide ne s'y trompe pas : « Ce n'est plus vraiment la Belgique. »

Djamel désigne des dealers de « coke », nous signale leurs guetteurs, salue un vendeur de « shit » qui donne le change en proposant des cartes de téléphone, nous indique les cafés « où tu peux faire du business », s'arrête devant une vitrine commerçante dans



laquelle des GSM volés s'entassent par dizaines... Les mineurs étrangers tombent régulièrement dans cet abîme. « A peine débarqués à Bruxelles, on leur renseigne des adresses dans le quartier. Ici, on leur propose toutes sortes de plans. » Que fait la police ? « Des contrôles. Mais on sait généralement quand ils vont débarquer. Si t'es en séjour illégal, tu risques de recevoir un OQT (NDLR : Ordre de quitter le territoire). Moi, j'en ai reçu cinq ou six et je suis toujours là. »

De retour dans le quartier du Midi, Djamel avise une mendiante roumaine accompagnée d'un bambin : « Ce n'est pas son enfant. Elle le loue à la journée », assure-t-il. Les mineurs sont une proie toute désignée pour ceux qui vivent de la mendicité organisée. Métros, gares, boulevards, endroits touristiques : on les voit partout, ces femmes au teint bistre, assises à même le sol, un mioche incrusté dans les replis de leurs étoffes écarlates, tendant leur sébile en carton aux passants pris au piège de leurs regards suppliants. La plupart d'entre elles sont Roms de Roumanie et sans papiers. Elles et les marmots qu'elles trimbalent dans tout Bruxelles ont-ils été embringués par des réseaux de traite pour jouer les crève-cœur ? Plusieurs témoins nous l'affirment. Sans qu'on puisse le vérifier, leurs dires corroborent néanmoins les dénonciations de l'OIT, sur la lutte contre la traite des êtres humains du Conseil de l'Europe (GRETA) ⁴. En tout état de cause, à observer le manège de ces femmes et celui des



Mineurs dealers

Des mineurs étrangers en séjour illégal dealent en plein jour à Charleroi. Leur marchandise est dissimulée dans la poubelle. Un client vient se fournir, accompagné de son enfant.

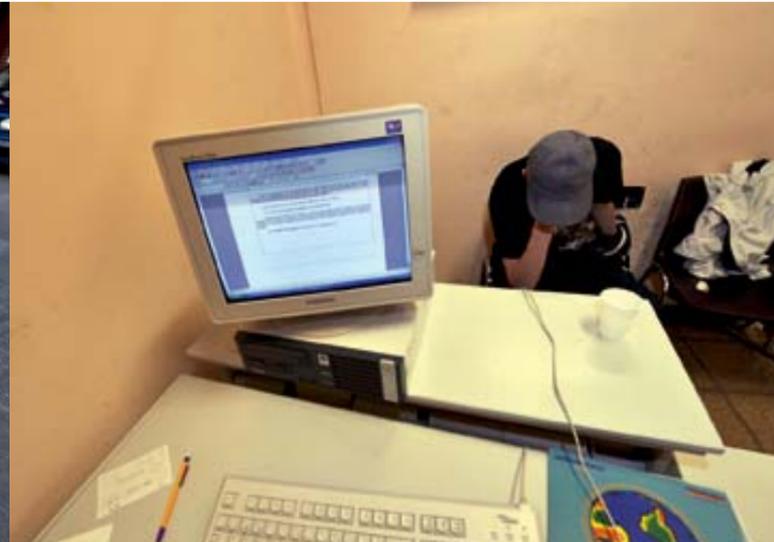
hommes qui les surveillent discrètement, on est en droit de se demander si cette forme de mendicité n'est vraiment qu'un pis-aller destiné à assurer leur survie. Pour Hvzi Cazim, président du Comité pour l'union du peuple Rhom (CUPR), basé à Bruxelles, il ne fait aucun doute que ces enfants du trottoir sont victimes de réseaux et d'individus capables d'exploiter des familles entières : « Je ne cesse d'appeler les autorités et mon peuple à dénoncer et à mettre fin à ces pratiques qui détruisent des générations d'enfants et qui avilissent notre communauté aux yeux de nos voisins. » De son côté, Lorne Walters, consultant indépendant en matière de droits de l'enfant, considère que « toute utilisation d'un enfant en vue de susciter la compassion publique est

manifestement attentatoire à sa dignité et à son intégrité et, de ce fait, relève de l'exploitation de la mendicité pouvant s'accompagner de faits de traite. Hélas, la Belgique refuse de combler le vide juridique laissé par les dispositions de l'article 433 ter, quater et quinquies du code pénal, qui n'interdit pas explicitement l'utilisation d'enfants à des fins de mendicité. C'est incompatible avec l'ensemble des textes nationaux et internationaux relatifs aux droits de l'enfant signés par elle. De plus, les groupes criminels profitent de cette lacune pour trafiquer des enfants victimes ensuite d'autres formes de traite. »

DU RIF À LA SAMBRE

Deux jeunes sont assis sur un banc public dans le parc royal Reine Astrid, en plein cœur de





Charleroi. Jeans, baskets, capuche, ils arborent la panoplie complète de l'adolescent urbain. À l'heure de sortie des écoles du quartier, ils ne sont pas là pour attendre une petite amie. Ils tiennent l'un des innombrables points de vente de la drogue dont la cité sambrienne est infestée. Leur « marchandise » est dissimulée dans un sachet de chips glissé à l'intérieur de la poubelle qui joute le banc. Le deal bat son plein à l'abri des frondaisons. A intervalles réguliers, un client, souvent aussi jeune qu'eux, vient faire tourner le commerce. La transaction s'effectue entre deux poignées de main. Ensuite, l'acheteur repart... en longeant le Palais de justice.

Des MENA impliqués dans le trafic de drogue carolo, la section stupéfiants du SER (Service enquête recherche) de la police locale en appréhende en moyenne une vingtaine par an. Soit un peu moins de 10 % des quelque 220 dealers épinglés chaque année à l'impressionnant tableau de chasse des policiers. « Le plus jeune avait 12 ans, il transportait de la drogue pour le compte d'un adulte qui prétendait ne pas le connaître », rapporte l'inspecteur principal Fabrice Vanderest. Tous ou presque sont marocains et en séjour illégal. Beaucoup proviennent de la région de Nador, située au nord du Maroc, dans la partie orientale des montagnes du Rif. Des passeurs les font entrer clandestinement en Espagne via Gibraltar et Algesiras. « Ils sont recrutés directement dans les villages par des filières criminelles qui leur font miroiter la possibilité de gagner de l'argent

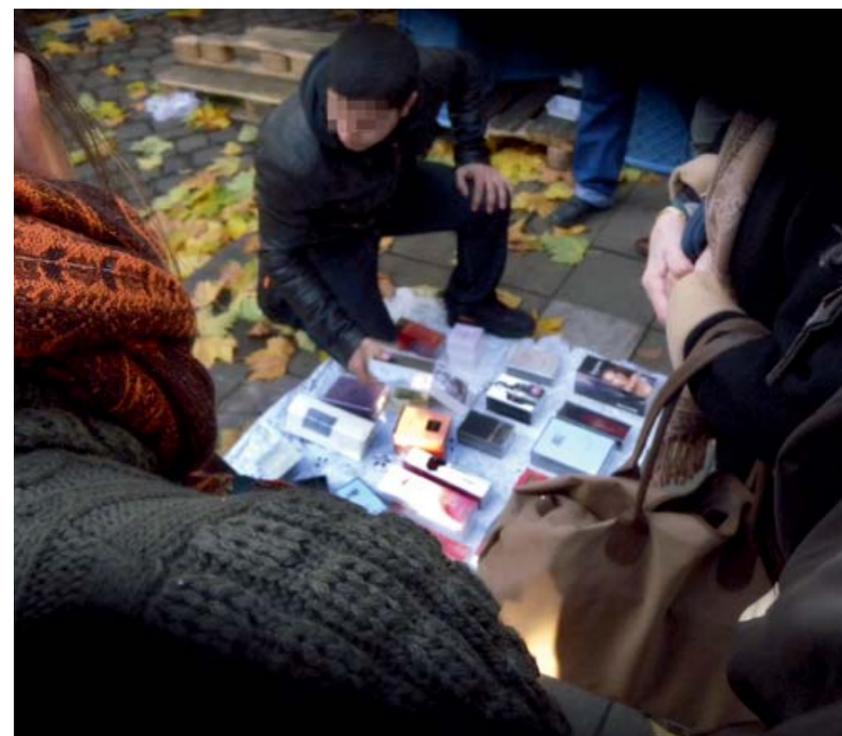
en Belgique », explique l'inspecteur principal. « Une fois en Espagne, ils détruisent ou dissimulent leurs documents d'identité. Parfois, le réseau les conserve pour s'en servir ensuite comme moyen de pression sur la famille restée au bled. Certains acquièrent un titre de séjour espagnol pour se déplacer plus facilement dans l'espace Schengen. Toujours est-il qu'ils n'ont jamais de documents marocains sur eux lorsqu'on les interpelle. Ils se disent aussi systématiquement algériens pour brouiller les pistes et compliquer l'entraide judiciaire. »

Une fois en bord de Sambre, les paysans riffs se métamorphosent en dealers de

haschich, héroïne et cocaïne, l'assortiment complet sur le marché carolo des drogues, réputé bon marché et de qualité. On les croise à la ville haute, place du Manège ou rue de Turenne, un téléphone à la main, n'attendant qu'un appel pour intégrer la filière. Parmi eux, des mineurs. On les retrouve ensuite logés dans d'infâmes gourbis à la périphérie de la ville, notamment à Marchienne-au-Pont, plaque tournante du trafic, désormais fortement ralenti grâce aux efforts des hommes du SER. Les livraisons de came comme la récupération du cash s'effectuent à domicile, organisées par un ballet de véhicules immatriculés en France et en Espagne.

Marchés du faux

Marocains ou Indo-pakistanaï, des mineurs écoulent des produits contrefaits sur les marchés dominicaux.



Fabrice Vanderest ne cache pas que la gestion des MENA est un casse-tête pour les autorités : « La procédure n'est pas adaptée à ceux qui ne veulent pas ou ne peuvent pas sortir de la criminalité. Ils ne sont pas reconnus victimes de la traite vu qu'ils refusent de collaborer avec la justice, par crainte de représailles ou tout simplement parce que leur business fait vivre leur famille. Le Parquet n'en veut pas, ni les centres fermés du Service d'aide à la jeunesse, saturés et de toute façon réservés aux délinquants belges. Le Service des tutelles nous demande de les emmener à Nederover-Hembeek, mais à peine les y a-t-on conduits qu'on les retrouve en rue. Enfin, on a beau leur désigner un tuteur, ils lui faussent compagnie dès que possible pour revenir vendre de la drogue à Charleroi. En attendant, tout ça fait le jeu de ceux qui les utilisent. »

CAMELOTE DE GOSSES MARCHANDISÉS

La vente de produits de marque contrefaits est l'un des débouchés de l'inépuisable réservoir de main-d'œuvre illégale qui englobe les enfants. Sur les marchés dominicaux, on peut apercevoir, entre deux échoppes, des mineurs étrangers proposer à la sauvette leur camelote, parfums, sacs à main et autres articles de confection. A Charleroi, de jeunes Marocains se livrent à l'exercice, prêts à décamper au signal de veilleurs à l'affût du moindre uniforme. Dans le Namurois, des Indo-pakistanaï les imitent à Hotton, Han-sur-Lesse, Marchen-Famenne et sur d'autres marchés ardennais.

Une enquête approfondie reste à mener pour établir avec certitude dans quelles arrière-boutiques se fournissent ces gamins. Mais nos informations indiquent qu'ils

Importés du Rif marocain

Les hommes de la section stupés du Service enquête recherche (SER) de Charleroi interpellent une vingtaine de mineurs chaque année. La plupart sont recrutés par des filières criminelles, au nord du Maroc, dans les montages du Rif. A la clef, beaucoup d'argent. Pour eux, et plus encore pour les réseaux.

s'approvisionnent (ou qu'on les approvisionne) à Bruxelles, dans le quartier du triangle à côté de la Gare du Midi, épice centre de la confection clandestine tenu par les milieux chinois et indo-pakistanaï; ainsi que rue de Brabant, à Saint-Josse, ou encore dans la galerie Agora, au centre-ville. « En rue, tu dois te débrouiller », disait Djamel... ■

¹ Statistiques de l'OIM (Organisation internationale pour les migrations).

² www.fra.europa.eu

³ L'agence fédérale chargée de l'accueil des demandeurs d'asile.

⁴ http://www.ilo.org/ipec/areas/Traffickingofchildren/lang-en/WCMS_111537/index.htm
<http://theforeigner.no/pags/news/top-human-rights-expert-avocates-begging-ban/>

La semaine prochaine, la 2^e partie de l'enquête : La prostitution et les réseaux de criminalité itinérante.

TRAGÉDIE

Paris Match publie cette semaine la deuxième partie de l'enquête que le journaliste Frédéric Loore et le photographe Roger Job ont menée, avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française, sur les MENA (mineurs étrangers non accompagnés). Arrivés seuls en Belgique ou introduits par de véritables réseaux, ceux-ci basculent dans toutes les formes de délinquance : prostitution, trafic de drogue, mendicité organisée, criminalité itinérante. Marocains, afghans ou roumains, ils sont, chaque année, plus de deux mille à débarquer chez nous. Des structures d'asile et d'encadrement sont là pour les accueillir. Des lois les protègent. Mais les failles du système en laissent échapper beaucoup. On les retrouve dans la rue, victimes de l'indifférence et des réseaux qui les exploitent.

EN MODE MINEUR

PARIS
MATCH
BELGIQUE

LA SUITE DE NOTRE ENQUÊTE
SUR LES ENFANTS DU TROTTOIR.
CEUX QUI BASCULENT
DANS LA CRIMINALITÉ
ET LA PROSTITUTION

Enfer narcotique

Il a 17 ans. Dans les locaux de la section stupés de la police de Charleroi, il raconte sa descente dans l'enfer de la drogue. « J'achète la coke à Charleroi et je la revends au double du prix en France », dit-il.

PHOTOGRAPHIE DE REPORTER

ENFANTS CAMBRIOLEURS ET ADOS PROSTITUÉS

Les premiers ont entre 8 et 13 ans. Ils sont aux mains de bandes organisées itinérantes d'Europe de l'Est et des Balkans, qui en ont fait des cambrioleurs patentés. Depuis des bases de repli situées notamment dans la région de Charleroi, ces gosses écument des habitations particulières dans toute la Belgique. Chacun d'eux rapporte quotidiennement un véritable butin à ses exploiters. Bijoux, argent liquide, gsm, ordinateurs portables... : tout ce que leurs petites mains peuvent emporter aboutit dans des circuits de recel. D'autres, parfois à peine plus âgés, se prostituent au cœur de Bruxelles. Pour 50 euros, ils acceptent des attouchements sordides auxquels se livrent des adultes au milieu des feuillages du parc Royal.

Pépinière de voleurs

Une propriété cossue à Jumet. C'est l'une des adresses où les responsables d'une bande organisée itinérante de Serbie-Monténégro logent des enfants qu'ils envoient ensuite commettre des cambriolages dans toute la Belgique. En attendant sa prochaine équipée, un gamin manie une carabine.



Sous le nez des promeneurs

En plein jour, sous le nez des promeneurs, de jeunes adolescents roumains se prostituent dans le parc Royal de Bruxelles. Un client ne tardera pas à venir « consommer ». D'autres photos, impubliables, en témoignent.



56 LUKA, 16 ANS: « ON M'A ENVOYÉ CAMBRIOLER DES MAISONS PARTOUT EN BELGIQUE »

UNE ENQUÊTE DE FRÉDÉRIC LOORE

« J'avais 15 ans et je vivais avec ma famille à Naples, en Italie, quand j'ai rejoint un oncle installé en Belgique avec sa femme et ses trois enfants. Une fois chez lui, il m'a obligé à intégrer une bande de voleurs de mon âge », raconte Luka (nom d'emprunt), un Rom serbe de 16 ans, déjà buriné par la vie. « Il nous envoyait cambrioler des maisons partout en Belgique, à Liège, Bruxelles, Louvain, Charleroi et ailleurs. On se déplaçait en France aussi. Il voulait qu'on trouve surtout des bijoux et de l'argent qu'il remettait ensuite à des connaissances. On faisait ça tous les jours. J'ai été attrapé plusieurs fois par la police, mais j'ai toujours été remis en liberté. J'avais pour consigne de ne jamais parler de mon oncle ni de ses amis. Je n'avais pas de papiers de toute façon et je prétendais ne pas parler le français. Une fois dehors, je ne rentrais pas directement à la maison au cas où j'aurais été suivi. Un jour, j'en ai eu marre et je me suis sauvé. »

« C'est souvent le fait qu'ils se promènent en rue à l'heure où ils devraient se trouver à l'école qui attire l'attention de mes hommes », explique le commissaire divisionnaire Stéphane Vanhaeren. C'est bien sûr d'adolescents dont parle le chef de corps de la police de Braine-l'Alleud. Et même d'enfants, puisqu'il n'est pas rare que les interpellations révèlent leur très jeune âge : « 11, 12 et 13 ans pour beaucoup, même si certains ont jusque 17 ans », précise le patron de la police brainoise. « En 2008, nous en avons appréhendé plus d'une trentaine sur le territoire de la commune, et encore une vingtaine en 2009. » Si ces mineurs ont affaire à la police, ce n'est pas simplement parce qu'ils sont adeptes de l'école buissonnière. Mais parce qu'ils s'avèrent être des... cambrioleurs patentés.

Fréquemment interpellés avec un tournevis en poche, ou parfois même pour les filles avec un pied-de-biche dissimulé sous la jupe,

ces monte-en-l'air juvéniles écument les habitations particulières dans la localité. « Sur les deux dernières années, nous enregistrons approximativement 250 à 300 faits de cambriolage par an. Empiriquement, nous en attribuons la moitié à ces mineurs », constate l'officier. Qu'ils s'introduisent par effraction, en jouant d'ailleurs les acrobates, ou profitent tout bonnement de la négligence d'un propriétaire ayant laissé une fenêtre ouverte, ils commettent de véritables razzias et emportent invariablement le même butin : argent liquide, bijoux et petits appareils électroniques (gsm, ordinateurs portables, etc).

Tous ces voleurs prépubères sont utilisés par des bandes organisées itinérantes en provenance de pays de l'Europe de l'Est et des Balkans : Roumanie, Bulgarie, Albanie, Moldavie,

Serbie-Monténégro et Kosovo pour l'essentiel. Malgré leur jeunesse, ils disposent d'un réel savoir-faire, aussi bien dans le domaine du vol que dans celui de la contre-filature, preuve qu'ils sont drillés par ceux qui les enrégimentent dans leur coterie criminelle. « On a essayé de les filocher pour voir où pourraient se trouver leurs points de chute, mais on n'y est jamais vraiment arrivés », concède le commissaire Vanhaeren. Les policiers brainois n'ont guère plus de succès lorsqu'il s'agit de les identifier : « Ils parlent à peine le français, n'ont pas de papiers, ne lâchent pas la moindre information exploitable et se réfugient systématiquement derrière les mêmes alias, Jovanovic ou Djordjevic. » Pas simple de se frayer un chemin dans le roncier de l'omerta.

Quant à la prise en charge de ces mineurs, elle est totalement inefficace, principalement parce qu'ils n'en veulent pas. « Le plus souvent, on doit se contenter de faire un PV pour agissement suspect », admet encore Stéphane Vanhaeren. « Comme il s'agit de mineurs étrangers, le Parquet de Nivelles prend des mesures judiciaires uniquement à l'égard des plus de 16 ans. Sinon, il nous renvoie vers l'Office des étrangers, qui nous renvoie vers le Service des tutelles et les centres d'accueil de Fedasil. Finalement, ils atterrissent dans ces centres, à Neder-Over-Hembeek ou à Steenokkerzeel, d'où ils se sauvent en moins de 24 heures. »

« LES CLANS SE VENDENT ET S'ACHÈTENT DES MINEURS »

Braine-l'Alleud n'est pas le point nodal de cette criminalité itinérante. Le phénomène est présent dans tout le Brabant wallon, et au-delà, dans tout le pays, avec cependant des points chauds autour d'Anvers, Bruxelles, Charleroi et Liège. Ces bandes nomades opèrent depuis des bases logistiques situées en périphérie des grandes agglomérations, où

elles ont tendance à se sédentariser. De là, elles lancent leurs jeunes écumeurs aux quatre coins de la Belgique. En jargon policier, on parle d'arrondissement de séjour et d'arrondissement de faits. L'activité de ces groupes d'auteurs itinérants s'observe depuis la fin des années 1990, mais elle a atteint une ampleur telle qu'on leur attribue aujourd'hui la responsabilité de 30 à 40 % de la criminalité contre les biens.

Leurs fameux points de chute, on les trouve notamment dans des communes voisines de Charleroi. A Jumet, Marcinelle, Gilly, Marchienne-au-Pont. Certains de ces endroits frappent par leur opulence : grosse bâtisse bourgeoise ou nouvelle construction cossue. Dans les vastes jardins de ces propriétés, des ribambelles d'enfants jouent dans l'attente d'une prochaine équipée. « C'est ce genre de propriétés qu'occupent les groupes sédentarisés », explique le commissaire Laurent Lemmens, de la police judiciaire fédérale (PJF) de Charleroi. Il dirige la section « Bandes itinérantes », créée spécialement au sein de la division « Criminalité violente contre les biens » pour lutter contre ce fléau moderne. « Ces organisations utilisent également quantité d'adresses de rotation où défilent des individus qui séjournent trois ou quatre mois, puis disparaissent. Ils sont remplacés par d'autres. Ce renouvellement permanent complique notre travail, et c'est le but recherché. Là, par contre, ces gens vivent souvent dans un état de saleté et de misère invraisemblables. Ils louent ces maisons et, de plus en plus, ils les achètent. »

Mais qui sont-ils ? Faut-il parler de familles, de clans, de mafias ? « Sur Charleroi, nous avons principalement affaire à des Serbes et à des Monténégrins. Mais, à vrai dire, ils sont roms, originaires de ces pays-là », explique le commissaire Lemmens. « A Liège, ils viennent plutôt d'Ex-Yougoslavie et à Anvers, ce sont surtout des Albanais. On peut parler de familles, même si, chez eux, il est difficile de distinguer la famille de

DES VICTIMES TÉMOIGNENT

Si beaucoup de jeunes mineurs étrangers non accompagnés sont condamnés à la rue, à l'indifférence et à l'exploitation de leur détresse, ils en est d'autres, fort heureusement, que les structures d'aide mises en place par les autorités belges parviennent à extirper de l'oubli et à sortir des réseaux. C'est le cas de tous les jeunes hébergés par le centre Esperanto, agréé en Communauté française et spécialisé dans l'accueil des mineurs victimes de la traite des êtres humains. Parmi eux séjournent Hamid l'Afghan et Njeri la Kenyane (noms d'emprunt). Le premier a été reconnu victime d'un trafic d'être humains aggravé et la seconde de faits de traite caractérisés. Des enquêtes sont en cours, au terme desquelles l'un et l'autre pourraient bénéficier d'un titre de séjour régulier en Belgique. En attendant, sécurisés, encadrés et scolarisés, ils forment des projets d'avenir et tentent de rapiécer leur vie en lambeaux. Voici leurs histoires.

Hamid, 17 ans, Afghanistan « Mon oncle a payé les passeurs 8000 euros »

« Je viens d'Herat en Afghanistan. J'ai encore un oncle là-bas, mais pas d'autre famille. Je suis parti de mon pays car j'avais peur. Peur d'être enlevé en échange d'une rançon et ensuite tué au cas où on refuserait de payer. C'est arrivé à un de mes voisins. Peur de la guerre, aussi. Peur de ne pas avoir d'avenir. Mon oncle a payé l'équivalent de 8 000 euros à des passeurs pour m'emmener en Europe. Avec d'autres de ma région, des enfants, des jeunes et des plus âgés, nous avons fait le trajet à pied depuis Herat jusqu'à Masshad en Iran. Ensuite, nous avons pris le bus jusqu'à Téhéran. Puis encore le bus jusqu'à Orumieh. De là, nous avons marché de nuit jusqu'à la frontière turque où nous sommes montés en voiture pour rejoindre Istanbul. Après, à bord d'un petit bateau à moteur, nous avons atteint les îles grecques et, plus tard, Athènes. Là, j'ai pris un avion pour Bruxelles accompagné d'Ali, rencontré à Istanbul, et d'un passeur afghan de nationalité hollandaise. Le voyage a duré environ un mois. Notre destination finale était la Suède, mais nous avons été contrôlés et interpellés à l'aéroport de Zaventem. Peu m'importait le pays européen dans lequel j'allais arriver, je voulais juste que ce soit un endroit où je puisse vivre libre et en sécurité. Les passeurs m'avaient remis un faux passeport iranien et ensuite un autre, hollandais, pour voyager en Europe. J'ignore s'ils avaient l'intention de m'utiliser une fois sur place. Maintenant que je suis là, je ne regrette pas d'être parti. »

Sans regrets

Hamid se souvient du pénible périple qui l'a amené d'Afghanistan en Belgique. Il dit ne pas regretter d'être parti.



BIJOUX, ARGENT, MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE : CHAQUE ENFANT RAPPORTE 2 000 EUROS PAR JOUR À SES COMMANDITAIRES

sang de la famille d'adoption. Ils ont clairement un mode de fonctionnement clanique et sont organisés suivant une structure pyramidale pré-mafieuse. Charleroi leur sert de base logistique et de repli. A partir de là, ils opèrent partout en Belgique, mais aussi en Europe. Nos enquêtes montrent des ramifications vers la France, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie et l'Espagne.»

La question se pose alors de savoir comment considérer les enfants et les adolescents victimes de ces bandes. Doit-on les voir comme des mineurs étrangers non accompagnés (MENA), à partir du moment où ils ont des parents qui sont peut-être leurs premiers exploités⁽¹⁾? «C'est toute la difficulté de leur identification», convient Laurent Lemmens. «Comme ils n'ont aucun papier, déterminer le lien de parenté qu'ils ont avec les adultes dont ils dépendent n'est pas simple. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que les clans se vendent et s'achètent mutuellement des enfants. Nous savons également que les patrons de la structure déplacent ces jeunes à leur guise dans toute l'Europe. Mais c'est vrai aussi pour des familles entières, qu'ils peuvent décider d'envoyer dans le fond de l'Espagne du jour au lendemain, lorsque ça devient trop chaud pour elles ici.»

DES CAMBRIOLEURS DE 8 À 13 ANS

L'une des causes de ce processus de traite de mineurs réside dans le développement de différentes formes d'exploitation familiale à l'Est. Premières à pâtir des changements socio-économiques intervenus depuis la chute du bloc communiste, les familles les plus précarisées – singulièrement celles issues de la communauté rom, encore plus vulnérables du fait de l'exclusion et des discriminations dont elles sont victimes –, doivent se résoudre à accepter la dictature des réseaux d'exploitation dès lors



Deuil impossible

Njery, victime d'un véritable esclavage sexuel, n'arrive pas à faire le deuil de l'enfant mort-né qu'elle a perdu.

Njery, 16 ans, Kenya « J'ai accouché sur le trottoir »

« Je suis originaire de la ville de Kisumu au Kenya. Je n'y ai plus de famille. C'est la raison pour laquelle j'ai quitté mon pays. En fait, j'ai rencontré un Blanc là-bas. Je crois qu'il était belge. Il m'a accosté dans la rue à Nairobi où je traînais, n'ayant nulle part où aller. Je lui ai raconté mon histoire et il a dit qu'il allait m'aider. Il s'est présenté comme quelqu'un qui faisait du tourisme dans beaucoup de pays d'Afrique. Il m'a ramenée en Belgique sur un bateau. Je ne saurais pas dire où il m'a conduite précisément, même si on m'a retrouvée à Wunstwezel, au nord d'Anvers. Il m'a installée dans une maison et m'a défendu d'en sortir en disant que c'était mieux pour ma sécurité. Lui, il allait et venait. Il lui arrivait de s'absenter une semaine. Je le considérais comme mon petit ami. Au début, je lui faisais confiance et je me sentais bien avec lui. En venant en Belgique, je ne voulais rien d'autre qu'un endroit où dormir, manger et me sentir protégée. Jamais je ne suis sortie de cette maison et je n'ai jamais vu personne d'autre que lui. Au bout d'un certain temps, je me suis retrouvée enceinte. Quand il l'a appris, il a changé d'attitude. Il s'est mis à me dire que je n'étais pas là pour lui créer des problèmes et a insisté pour que j'avorte. Mais comme chrétienne, je lui ai dit que je ne pouvais pas faire ça. Alors, il a commencé à me délaisser, à ne plus m'apporter de nourriture ni à se soucier de moi, même lorsque j'étais malade. Il me poussait à m'en aller. Un jour, il s'est fâché et il m'a frappée dans le ventre. J'ai ressenti une très forte douleur et j'ai perdu mes eaux. Il m'a dit qu'il n'en avait rien à faire et qu'il n'était pas docteur. Il a crié « Va-t'en! », il a ouvert la porte et m'a jetée à la rue. Je ne savais pas où aller. J'avais peur et je souffrais beaucoup. J'étais perdue. Alors, j'ai marché. Je ne sais plus combien de temps. Puis, le bébé est venu. J'ai accouché sur le trottoir. C'était une petite fille. Des passants m'ont porté secours. L'ambulance est arrivée, mais l'enfant est mort. »

qu'elles veulent émigrer en Europe de l'Ouest.

C'est le cas en Roumanie, où sévit la Kamata, un système mafieux de prêt⁽²⁾. Les « kamatari », des prêteurs usuriers, pratiquent l'asservissement pour dettes des migrants qui ont le malheur de financer intégralement auprès d'eux leur installation en Occident (transport, documents d'identité, logement dans le pays de destination, etc). La durée du prêt est d'un mois. Passé ce délai, la somme double et le piège se referme. Le couteau sur la gorge, les familles doivent récolter de l'argent par tous les moyens. Quitte à envoyer leurs enfants mendier, voler et se prostituer dès leur plus jeune âge.

« Ceux que nous avons interpellés lors de notre dernière grosse opération avaient entre 8 et 13 ans », explique le péjiste carolo. « Nous estimons qu'entre le numéraire, les bijoux et le matériel électronique, ils rapportent chacun environ 2 000 euros par jour à leurs commanditaires. » Le mode opératoire qui sous-tend ce business effarant est incroyablement bien rôdé, comme le détaille le commissaire Lemmens : « Les enfants dépendent de sorte de coachs plus âgés, mais souvent encore mineurs. Ils sont chargés de les véhiculer sur les lieux des cambriolages à bord de véhicules volés et ensuite de les récupérer à des points de rendez-vous précis. En cas de pépin, les gosses savent qu'ils doivent planquer leur butin et les coachs repasser le lendemain à l'heure convenue au lieu dit. Les petits ont chacun un gsm avec une carte prépayée dans lequel on trouve uniquement le numéro du coach, aucun autre contact. Lorsqu'ils se font arrêter, jamais un adulte ne se manifeste. Eux, sachant en plus qu'ils ne risquent pratiquement pas d'être poursuivis, donnent une fausse identité et débitent le scénario qu'on leur a appris. »

Cette véritable organisation criminelle internationale assure ensuite l'écoulement rapide du produit des vols par l'intermédiaire de circuits de recel pour les bijoux, et via une série de

cafés bien connus à Charleroi pour le reste. La destination de l'argent liquide et celui du recel demeure un mystère pour la police, même si elle suspecte des mécanismes de blanchiment et de retour vers les pays d'origine. Ce sont les « patriarches » et leurs lieutenants, à la tête des clans, qui sont à la manœuvre. Au-dessus d'eux, les enquêteurs ont identifié un boss : « A ce stade, nous ne pouvons pas dire s'il se situe au dernier étage de la pyramide », indique Laurent Lemmens. « C'est en tout cas lui qui décide de tout dans les moindres détails. On sait aussi qu'il est impliqué dans d'importantes escroqueries. Il roule sur l'or : on lui a saisi pour 1,5 million d'euros de maisons rien qu'en Belgique ! On devrait pouvoir exécuter ces confiscations en Serbie, où il amasse des fortunes. Malheureusement, ce n'est pas simple, malgré la bonne collaboration que nous avons avec les pays d'origine. » Malgré, aussi, le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions de confiscation entériné par le Conseil de l'Europe⁽³⁾.

JEUNES ROUMAINS À VENDRE

Parc Royal à Bruxelles. Des hommes font les cent pas dans les allées qui bordent les sous-bois attenants à la place des Palais. Le regard torve, la démarche aguicheuse et, pour certains, des gestes explicitement obscènes : manifestement, ils ne sont pas là pour prendre le frais. Bientôt, des adolescents les accostent sans minauder. Quelques paroles échangées et ils disparaissent derrière un bouquet d'arbres. A travers le panache des feuilles, on devine des attouchements sordides et tarifés. C'est là, pratiquement sous les fenêtres du Palais royal, et sous le nez des promeneurs, des joggeurs et des touristes qui déboulent à cet endroit par cars entiers, que de jeunes Roumains se prostituent en plein jour.

Ceux qui n'assouissent pas les fantasmies rances des clients font le guet. A la moindre alerte, fausse ou avérée, tout le monde s'éparpille comme une volée de moineaux. Le parc figure depuis longtemps dans

le guide non officiel des « bonnes » adresses de la prostitution masculine. Il est même recommandé à l'étranger et sur Internet. Moins nombreux, les pédophiles font aussi partie des habitués. Les jeunes qui vendent leurs faveurs ont généralement entre 14 et 17 ans. Les enquêteurs de la section pédophilie de la PJF de Bruxelles les connaissent bien pour avoir déjà démantelé leur réseau d'activités : « Ce sont des Roms roumains sédentarisés à Saint-Josse et à Schaerbeek. Ils ont déjà eu affaire à la justice pour des faits de vols à l'étalage et de recels », explique l'inspecteur principal Claude Darc. « Ils ont une famille qui n'ignore rien de ce qu'ils font, même si ça c'est reste un tabou chez eux. Des frères aînés aussi, qui ont généralement fait ça avant eux et dont ils suivent l'exemple. Ils gardent une petite partie de l'argent des passes pour eux-mêmes et remettent le reste aux parents. »

Les tarifs varient entre 50 et 100 euros. Pour des actes sexuels (masturbation, fellation) jamais complets, semble-t-il. Une manière pour eux de se protéger en se persuadant qu'ils ne vendent pas tout à fait leur corps. De plus en plus, ils relancent leurs clients par gsm. « Ce sont des proies faciles, souligne Claude Darc. Ils parlent mal la langue, connaissent peu le pays et ses lois, et ne dénoncent jamais les faits. En plus, ceux qui en abusent savent très bien que ces gosses n'intéressent pas grand monde. » Pas même la justice, qu'ils embarrassent plus qu'autre chose. Le plus jeune d'entre eux avait 12 ans lorsque les péjistes bruxellois l'ont arraché aux mains de l'ogre qui s'appropriait à se goinfrer de ses chairs d'enfant. Le Parquet jeunesse l'a remis à ses parents. ■

⁽¹⁾ En mettant de côté le fait qu'ils proviennent pour beaucoup de pays membres de l'Espace économique européen (EEE), auxquels un MENA ne peut appartenir pour être reconnu comme tel.

⁽²⁾ « Réalités et processus de la traite des mineurs roumains liée à la migration », par Olivier Peyroux, sociologue et directeur adjoint de l'association Hors la rue.

⁽³⁾ Décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006.

UN GRAND REPORTAGE
PARIS MATCH MENÉ AVEC LE
SOUTIEN DU FONDS POUR
LE JOURNALISME EN
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

PHOTOS **ROGER JOB** / REPORTERS

Les enfants précarisés et isolés d'Olténie, région du sud-ouest de la Roumanie, sont la cible des trafiquants d'êtres humains. Des schémas de migration familiale induisent également d'importants risques d'exploitation de mineurs.



ROUMANIE - BELGIQUE SUR LA PISTE DU TRAFIC D'ENFANTS

Voici un an (*), Paris Match enquêtait sur « Les enfants du trottoir ». Des centaines de mineurs d'origine étrangère arrivent chaque année en Belgique. Venus seuls ou acheminés par des réseaux, ils basculent dans toutes les formes de délinquance : prostitution, trafic de drogue, mendicité organisée, criminalité itinérante. Nous les avons retrouvés dans la rue, victimes de l'indifférence et de ceux qui les exploitent. Afin de mieux comprendre comment ces enfants se retrouvent dans ces filières, le journaliste Frédéric Loore et le photographe Roger Job se sont, cette fois, rendus en Roumanie, d'où partent plusieurs d'entre elles, à destination de la Belgique ou d'autres pays européens. Là-bas, des dizaines de milliers de mineurs vulnérables constituent un réservoir sans fond pour tous ceux qui souhaitent en tirer profit, qu'il s'agisse de simples individus, de familles ou de réseaux criminels. (*) Numéros du 27 mai et 3 juin 2010.



Une maigre allocation sociale, quelques voilées et énormément de débrouille sont les seuls moyens de subsistance de la famille de Marinela. Parmi les quelque 2 à 3 millions de Roms que compte la Roumanie, énormément vivent des situations similaires.

ENFANCE EN DANGER

Marinela, 12 ans, abandonnée par ses parents, vit avec ses frères et sœurs chez ses grands-parents dans le misérable quartier rom de Lipov, près de Craiova, dans le sud-ouest de la Roumanie. Elle est la seule de sa famille à suivre une scolarité prometteuse et salutaire, mais qu'elle risque de ne pas pouvoir poursuivre. Comme elle, des dizaines de milliers d'enfants à travers le pays vivent dans des milieux familiaux déstructurés et précarisés à l'extrême, voire sont carrément livrés à eux-mêmes. Ces situations en font des victimes toutes désignées de la traite.



350 000 ENFANTS ROUMAINS VIVENT SEULS OU AU SEIN DE FAMILLES PRÉCARISÉES. UNE AUBAINE POUR LES TRAFIQUANTS ET LES EXPLOITEURS

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EN ROUMANIE **FRÉDÉRIC LOORE**

Anamaria Brabovanu, 25 ans, élève seule ses trois enfants dans le ghetto rom de Filiasi, non loin de Craiova. Son mari est parti en France à la recherche d'un travail. S'il ne lui envoie pas d'argent prochainement, elle devra s'endetter auprès des commerçants pour nourrir sa famille.

Quartier rom de Lipov. Des masures délabrées bordent les rues en terre où cahotent d'impassibles conducteurs de charrettes tirées par des mulets. Des ribambelles de mioches en loques jouent dans la poussière. Certains ont des tignasses de jais et d'autres les yeux étonnement clairs. C'est en vain que l'on demande à rencontrer leurs parents, partis nombreux à l'étranger, à la recherche d'une meilleure fortune. Ils vivent seuls ou en compagnie de proches, parfois avec leurs mères, plus souvent avec leurs grands-

parents. De fait, les portes des habitations misérables s'ouvrent invariablement sur des moustachus tannés comme de vieux moujiks ou des matrones gironde dissimulant des enfants nus dans les pans de leurs robes.

En cette fin de matinée, le soleil est déjà haut perché au-dessus de la localité transformée en fournaise, alors qu'à l'ordinaire, en cette saison, le plein été n'est encore qu'une promesse. Les habitants cherchent le frais sous les vertes frondaisons. Sept mille cinq cents âmes peuplent la bourgade insouciant ceinturée de champs cultivés et située à une quarantaine de kilomètres de Craiova,

le chef-lieu du département de Dolj, dans cette région qu'on nomme l'Olténie. Ce territoire méridional de la Roumanie doit son nom à la rivière Olt, qui trace ses méandres à l'est. Au nord se dressent les parapets des Carpates, tandis qu'au sud et à l'ouest, le Danube déploie ses boucles en se faufilant aux confins de la Bulgarie et de la Serbie.

Dans ce coin de pays agreste, les stigmates du démantèlement de l'industrie agricole sont présents partout. Laissés pour compte de la nouvelle économie de marché, des tribus entières d'ouvriers, de paysans et d'artisans ont opéré un retour à la terre qui suffit tout

juste à les nourrir. C'est vrai pour les Roumains et ça l'est plus encore pour les Roms. Ici comme ailleurs, dans le pays, les uns et les autres ne se mélangent pas, en dépit d'une communauté de destin, qui ne parvient pas à forger les solidarités.

DES MILLIERS D'ENFANTS VULNÉRABLES

Entassées dans leurs gourbis, les familles nombreuses rapportent toutes la même histoire : celle de leur survie avec l'allocation mensuelle de 230 lei (55 euros) octroyée par l'Etat, à laquelle s'ajoutent 40 lei par enfant (10 euros) et 80 lei (20 euros) supplémentaires pour toute la famille à partir du deuxième rejeton. A condition que tout ce petit monde soit scolarisé. Mais la scolarité est bien souvent facultative pour cette population complètement larguée, espérant trouver son salut dans l'exil. Dès lors, à Lipov comme dans une myriade d'autres villages de la campagne roumaine, les mineurs d'âge sont sous la menace pressante d'une migration forcée avec, à l'arrivée, le danger d'une exploitation.

Certaines des routes du trafic international d'êtres humains partent d'ici pour se ramifier dans toute l'Europe occidentale, en passant notamment par la Belgique. Elles charrient jusque dans notre pays des colonies d'enfants et d'adolescents livrés, au bout du chemin, à la mendicité, à la prostitution et à la criminalité itinérante (vols à la tire, vols dans les grands magasins, cambriolages). Avec l'ex-Yougoslavie, la Roumanie est l'autre sanctuaire des groupes d'auteurs criminels ciblés par la police judiciaire fédérale belge.

Sous l'effet de la libre circulation consécutive à l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne en 2007, la migration s'est accélérée. A tous ceux, innombrables, que la société post-communiste, entrée de plain-pied dans l'ère de l'économie dérégulée, a laissés sur le carreau, elle apparaît comme le plus sûr moyen de renouer avec la marche du monde. Cette migration s'effectue aussi pour partie en famille. Dès lors, elle donne lieu à différentes formes d'exploitation familiales de mineurs, dont le ressort est toujours l'abus de confiance. Les boniments d'un fiancé, d'un notable de village ou même d'un parent peuvent conduire au travail illégal, à la manche ou à la prostitution.

Plus inquiétantes sont les structures de type mafieux qui trafiquent ces mineurs sur une grande échelle. Les en-

ION (16 ANS): « J'AI ÉTÉ VENDU BÉBÉ ET EXPLOITÉ PENDANT ONZE ANS »

Nous l'appellerons Ion. Il a 16 ans. Reconnu victime de la traite des êtres humains, il est placé sous la protection de l'ONG Adpare.

« Je suis originaire des environs de Bucarest. A ma naissance, j'ai été vendu à des inconnus. Ma mère me croyait mort-né et n'a su la vérité que bien plus tard. Un de ses proches a profité de la complicité d'un médecin de l'hôpital pour falsifier mon certificat de naissance en me faisant passer pour l'enfant décédé de la famille qui m'a acheté. Plus tard, ces gens ont émigré en Espagne, à Cordoue. Celle que je croyais alors être ma mère a eu quatre enfants naturels, tous bien traités, tandis que j'étais l'esclave de la famille. Nous avons vécu en Espagne durant six ou sept ans. Le père m'a appris à faire le pickpocket. Chaque jour, il m'emmenait voler les touristes et les passants dans les rues de Cordoue. Je ne devais dérober que l'argent et les bijoux, selon la technique qu'il m'avait apprise. Ça lui rapportait beaucoup. Moi, je ne recevais rien. Je mangeais peu, j'étais battu et menacé, j'avais peur. Le père connaissait d'autres Roumains là-bas, qui pratiquaient de la même manière avec d'autres enfants. J'en connaissais plusieurs, certains avaient été kidnappés. A plusieurs reprises, j'ai été arrêté par la police. A chaque fois, je leur ai expliqué ce qui m'arrivait et j'ai demandé de l'aide. Mais je n'en ai jamais reçu aucune. Au contraire, la police m'a toujours ramené chez moi sans poser de questions. Une fois, j'ai même été admis dans un foyer pour enfants où ces gens sont venus me rechercher sans difficulté. Quand j'ai eu 11 ans, le père a été arrêté et emprisonné à la suite d'un vol. Lorsqu'il en est sorti, tout le monde est rentré en Roumanie où, après bien des péripéties, j'ai retrouvé ma véritable mère. Ce n'est qu'à partir de là que j'ai commencé à vivre comme un enfant ordinaire. Aujourd'hui, j'habite avec elle, son mari et ma sœur de 13 ans. Les retrouvailles se sont bien passées. A l'école, j'ai rattrapé le temps perdu en faisant quatre années en une. Je suis aussi doué au foot. J'aimerais percer dans ce sport, mais je veux avant tout finir le lycée et peut-être aller à l'université. Je souhaite devenir un homme honnête et droit pour pouvoir aider financièrement ma mère, qui a des problèmes de santé, ainsi que ma famille. Même si elle a été très douloureuse, cette expérience m'a quand même appris beaucoup sur la vie et les hommes. J'ai gagné en maturité. A présent, j'essaie de profiter un peu de l'existence en attendant de fonder ma propre famille. »

fants laissés seuls par des parents partis chercher du travail à l'étranger constituent pour elles un inépuisable vivier de proies potentielles, en raison de leur extrême vulnérabilité. La statistique arrêtée par les autorités roumaines au 31 décembre 2010 ⁽¹⁾ en recense 84000 pour tout le pays. Ce chiffre est toutefois très en-dessous de la réalité. Il s'appuie sur des données collectées auprès des écoles par les services de protection de l'enfance. Or, ces services sont réputés défaillants et il faut au surplus compter avec le phénomène de déscolarisation. Sans même parler du problème de la fiabilité des registres de population. En revanche, parmi les ONG et les organismes in-



ternationaux, on s'accorde sur le chiffre effarant de 250 000 à 350 000 enfants livrés à eux-mêmes ou confiés à la protection toute relative de parents nécessiteux.

L'ESCLAVAGE DE LA «KAMATA»

Comme dans toutes les campagnes roumaines, les familles précarisées d'Olténie sont la cible des réseaux transnationaux de traite. Les pourvoyeurs de main-d'œuvre servile, d'enfants voleurs et de prostituées juvéniles y font allègrement leur marché. Rien qu'en 2010, soixante-sept filles de la région sont tombées aux mains de proxénètes. Trentehuit d'entre elles provenaient du département de Dolj, dont de nombreuses mineures recrutées directement à l'école de Bailesti, non loin de Lipov. « En l'espace de quelques mois, une vingtaine de ces jeunes filles ont été envoyées se prostituer en Italie », relate Adrian Gluga, procureur du parquet de Craiova. « Derrière ces faits, nous avons identifié un groupe criminel de dix-sept personnes. Une seule victime a osé porter plainte. »

L'isolement, la pauvreté, l'exclusion sociale et l'ignorance des risques liés à la migration sont les mamelles du trafic et de la traite de mineurs. Celles auxquelles s'abreuve copieusement les « kamatari ». Ces prêteurs usuriers pratiquent la « kamata », un système mafieux de prêt très répandu dans le sud de la Roumanie depuis la fin des années 1980. Les migrants qui ont le malheur de financer auprès d'eux leur installation à l'Ouest le paient au prix d'un es-



VIORÉL, GRAND-PÈRE DE MARINELA (12 ANS): « JE NE VENDRAIS PAS MA PETITE-FILLE MÊME SI DES GENS ME PROPOSAIENT UN MILLION D'EUROS! »

Faute d'aides de l'État roumain, beaucoup d'associations et d'ONG ont réduit leurs efforts en faveur des enfants seuls à la maison. L'antenne roumaine de l'OIM (Organisation internationale des migrations) a également arrêté son programme en novembre 2010.

clavage pour dettes. Olivier Peyroux, sociologue français et directeur adjoint de l'association Hors la Rue, active dans la protection des mineurs d'Europe de l'est, a étudié le phénomène ⁽²⁾: « Dans certains villages au sud de Craiova, les kamatari proposent aux candidats au départ de prendre en charge tous les services liés à la migration: le transport, l'établissement de documents d'identité, le logement dans le pays de destination, etc. », explique-t-il. La durée du prêt est d'un mois. Passé ce délai, la somme double et le piège se referme. Le couteau sur la gorge, les familles doivent récolter de l'argent par tous les moyens. Quitte à envoyer leurs enfants

mendier, voler et se prostituer dès le plus jeune âge. Pour Olivier Peyroux, « ce système prend la forme d'un réseau d'exploitation sans que les kamatari courent de gros risques, car les familles sont volontaires au départ et les menaces demeurent quasiment impossibles à prouver. » Cette impunité de fait leur est du reste garantie par les relais dont ils disposent à tous les niveaux du pouvoir roumain (économique, politique et judiciaire).

QUELQUES VOLAILLES ET DE L'ESPOIR

Ces esclavagistes modernes, Marius Vasili ne les connaît que trop bien. Rom ursari de 28 ans, il a fait le choix de ne

jamais avoir à subir leur tyrannie. Il était condamné à vivre à genoux, et pourtant c'est un homme debout qui nous entraîne dans le cloaque où il a grandi. Né dans le ghetto rom de Filiasi, à une demi-heure de voiture de Craiova, il s'en est extirpé par la seule force de sa volonté et de sa foi pour devenir avocat spécialisé en droit des minorités. Personne d'autre n'incarne mieux que lui cette phrase de Mark Twain auquel il voue une admiration sans bornes: « Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait. »

Marius sait les noirs desseins auxquels sont promis ceux de sa communauté, singulièrement les plus jeunes. A

l'école primaire de Lipov où il enseigne la langue romani, il s'échine à leur faire comprendre que l'éducation représente pour eux l'unique moyen de se délester de l'enclume de misère qui les tire irrémédiablement vers l'abîme. Parmi ses élèves, la petite Marinela Draghici (12 ans) suscite ses plus vifs espoirs, en même temps que ses craintes les plus sombres. « Elle est dotée d'une intelligence remarquable, capable de mémoriser sans difficulté des poèmes de quarante strophes. Elle pourrait aller à l'université, mais il est probable qu'elle doive arrêter l'école bien avant ça. Que va-t-il alors advenir d'elle ? » demande le professeur effrayé, par la réponse qu'il n'ose donner. Dans le « meilleur » des cas, elle sera très tôt mariée à un adolescent de son clan. Dans le pire, elle pourrait échouer sur un trottoir de Bruxelles ou d'ailleurs.

L'enfant noire de soleil nous emmène chez elle. Deux rangées de taudis balisent la rue poussiéreuse. Celui dans lequel habite Marinela avec toute sa tribu est gardé par une riant marmaille en guenilles. Stefana, la grand-mère au visage de vieille squaw fumeuse de pipe, et Viorel, le grand-père, un ancêtre de 55 ans aux traits outragés par les épreuves, veillent sur les sept marmots abandonnés par leurs parents. « Mon fils est parti en Grèce pour gagner de l'argent. Nous ne savons pas ce qu'il est devenu et il ne donne plus de nouvelles. La mère des enfants aussi est partie. Alors, moi et ma femme, on s'en occupe comme on peut », explique Viorel, résigné. « On se débrouille avec quelques volailles et une aide d'Etat très modeste. Elle pourrait être plus importante, mais tous les enfants ne sont pas déclarés légalement. » Lorsqu'on demande à Stefana comment elle envisage l'avenir de sa progéniture, des larmes roulent sur le parchemin de ses joues: « Mon espoir, c'est que Marinela puisse avoir une vie meilleure et, peut-être, en offrir une à ses frères et sœurs. On aimerait qu'ils aillent à l'école eux aussi, mais nous n'avons pas les moyens de les habiller pour les y envoyer. » A l'évocation des trafiquants de mineurs, le couple se rembrunit: « Même si des gens me proposaient un million d'euros, je ne vendrais pas ma petite-fille », martèle Viorel en serrant son poing noueux. Marinela ne semble pas en douter. « Plus tard, j'aimerais devenir professeur comme Marius », confie-t-elle. « L'école, c'est ma seule chance de quitter le village et d'aller étudier à Craiova. Par rapport aux



autres enfants de Lipov, je crois que j'ai de la chance. »

LA BELGIQUE SUR LES ROUTES DU TRAFIC

Le cas de Marinela est représentatif de l'incidence qu'exerce la pauvreté sur la vulnérabilité des mineurs, spécialement ceux qui se retrouvent seuls à la maison. Liliana Rosu, directrice de programme au Centre national des enfants disparus et sexuellement exploités (Focus), ne peut que confirmer. Dans un pays où l'on enregistre trois mille disparitions d'enfants chaque année, elle note que « la précarité, l'instabilité familiale et l'isolement rendent ces jeunes plus susceptibles que d'autres de tomber dans la prostitution, la pornographie sur Internet, le travail forcé, le trafic d'organes, etc. »

Parmi cette nuée de gosses en déshérence, combien sont-ils à se retrouver aux mains d'exploiteurs ? Selon une étude de l'Agence nationale de lutte contre le trafic de personnes ⁽³⁾, 292 ont été identifiés en 2007 et 186 en 2008, soit environ 15 % du nombre total de victimes recensées chaque année. Une statistique cette fois encore largement sous-évaluée, aux dires de nombreux observateurs de terrain. « On parle là de victimes connues, mais beaucoup ne le sont pas, parce qu'elles n'ont pas d'existence légale, ou faute de plaintes, tout simplement », explique Ionela (nom d'emprunt), une responsable de l'ONG roumaine Adpare, très active dans l'aide aux victimes du trafic et de la traite des êtres humains. « Qu'il s'agisse de mineurs ou d'adultes, le phénomène est impor-

ADRIAN (32 ANS), DÉTENU: « J'AI ÉTÉ SOLDAT POUR DES TRAFIQUANTS DE FILLES MINEURES »

Appelons-le Adrian. Il a 32 ans et est originaire de Constanta, sur les bords de la mer Noire. En 2007, il a écopé de cinq ans de prison pour trafic de personnes. Il est incarcéré au pénitencier de Jilava, en périphérie de Bucarest.

« A Constanta, je suis entré en contact avec un Roumain et un Albanais, tous deux membres d'un groupe criminel. J'avais auprès d'eux une réputation de dur à cuire. Ils m'ont engagé pour protéger les filles qu'ils prostituaient en rue près de Milan, en Italie. Il s'agissait de Roumaines et d'Albanaises. Elles étaient un peu plus d'une trentaine, parmi lesquelles plusieurs mineures. En permanence, des filles partaient, d'autres arrivaient. Le système était déjà bien rôdé lorsque j'ai débarqué. Mon job consistait à les surveiller pour éviter qu'on leur fasse du mal ou que des rivaux tentent de nous les voler. Dans la zone, il y avait d'autres groupes roumains et albanais. J'étais armé et je me déplaçais dans une voiture volée. Ce boulot me rapportait 300 euros par jour. Les problèmes se posaient surtout avec les clients. Certains malmenaient les filles ou refusaient de les payer. C'est là que j'intervenais. Je me contentais de les intimider, mais il arrivait que je doive les bousculer. Je suis resté environ trois mois sur place. J'ignore comment ces filles avaient été recrutées. Je n'étais qu'un soldat aux ordres de mon chef albanais qui me considérait comme le meilleur de ses quatre hommes. Ensuite, il a eu des soucis avec la justice italienne, qui l'a poursuivi pour l'exploitation sexuelle d'une mineure. Vu ses antécédents judiciaires en Italie, il a voulu me payer pour que je prenne son infraction à mon compte. J'avais aussi été arrêté mais, n'étant pas connu de la justice là-bas, je devais m'en sortir avec une peine légère. Finalement, on n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur un montant. On s'est battu et ç'en est resté là. J'ai fait tout ça pour pouvoir me faire construire une maison. Il me reste le toit à mettre (il rit). A présent, je suis en attente d'une libération conditionnelle. Je suis fatigué de tout ça. Je réalise que j'ai fait beaucoup de mal à trop de gens et que, demain, ce pourrait être mon propre enfant que des types exploiteraient de cette façon, et je sais que son jeune âge n'aurait aucune importance à leurs yeux. »



VÊTEMENTS DE MARQUE, COUPÉS SPORTS ET VILLAS COSSUES: LES BOSS DES BANDES ORGANISÉES S'AFFICHENT AVEC INSOLENCIE DANS CRAIOVA

tant, tant à l'intérieur qu'au départ de la Roumanie. Les routes du trafic aboutissent le plus souvent en Italie et en Espagne; elles s'étendent à la France, à l'Allemagne, aux pays scandinaves et, depuis deux ans, à la Belgique.»

Plusieurs de nos interlocuteurs laissent même entendre que Bucarest, soucieuse d'amener l'Union européenne à

baisser sa garde face à l'immigration roumaine, travestirait certaines données officielles de façon à masquer une réalité peu flatteuse. Le dirigeant d'une fondation italienne installée dans la capitale l'affirme tout de go: «Par exemple, la victime d'un trafic de personnes qui a incidemment consommé de la drogue sera souvent répertoriée par les autori-

tés comme toxicomane uniquement.» Un témoignage interpellant, mais invérifiable.

UNE MAFIA QUI NE DIT PAS SON NOM

Pendant ce temps, le business criminel de l'enfance exploitée prospère tranquillement et les ogres engraisent. Depuis leurs redoutes de Tandarei, Giur-



A Craiova et dans la région, les interlopes, comme on les appelle ici, affichent leurs signes extérieurs de richesse de manière ostentatoire. Le propriétaire (25 ans) de cette rutilante Chrysler 300 C immatriculée au Québec est recherché par la police de Montréal. Il est également en probation dans l'état d'Ontario. Ce qui ne l'empêche pas d'exhiber sa «réussite» dans son pays d'origine.



giu, Galati et Craiova, de véritables gangs organisent le trafic dans toute l'Europe. Leurs victimes à destination de la Belgique empruntent les itinéraires migratoires bien connus: par la route, via la Bulgarie, la Hongrie, l'Autriche et l'Allemagne; par les airs, grâce aux compagnies à bas prix qui desservent Zaventem et Charleroi. Egalement depuis la France et les Pays-Bas, en train et en voiture. Il en est qui ne font que transiter, pour se rendre en Angleterre en empruntant l'Eurostar. Des sources policières belges font état de l'arrivée à l'aéroport d'Heathrow (Londres) de mille huit cents mineurs étrangers non accompagnés (de toutes nationalités) sur une période de trois mois, dont un tiers considérés à risque de traite!

«La perméabilité des frontières roumaines n'est pas étrangère à l'importance du trafic», observe Casandra Cristea, spécialiste en anthropologie de la migration. «De multiples témoignages dénoncent la corruption des douaniers, qui ferment les yeux moyennant des bakchichs de 50 euros (NDLR: le salaire moyen roumain est de 190 euros). Vous avez aussi le problème des faux accords parentaux, confectionnés avec l'aide d'avocats marions, avec lesquels voyagent les mineurs en compagnie d'adultes complices. Les autorités roumaines le reconnaissent difficilement, étant donné qu'elles souhaitent montrer patte blanche à l'Europe en vue d'obtenir leur sésame d'entrée dans l'espace Schengen.»

Cette mafia qui ne dit pas son nom, on peut en voir les représentants les plus ébouriffants aux terrasses de certains cafés de Craiova. Cheveux gominés, lunettes noires griffées sur le nez, habillés à la dernière mode italienne, ils écluent de la vodka-orange en se pavanant devant de rutilantes berlines allemandes immatriculées en France, en Italie, en Angleterre et parfois même outre-Atlantique. La plupart habitent d'invasibles villas tape-à-l'œil dans Fataluncii, un quartier de sinistre réputation, appelé aussi Lunca, où sévit une sorte de confrérie criminelle rom organisée sur un mode clanique. A leur propos, les journalistes du cru ne tarissent pas d'histoires de racket, de règlements de comptes et de trafics en tous genres mais, précise l'un d'eux, «il n'est pas bon de les écrire».

A Bucarest et plus encore à Craiova, l'embaras des autorités est patent. Nos diverses demandes d'entretien ont du reste été vaines. L'an dernier, notre confrère de la BBC Liviu Tipurita



CLAUDIA (33 ANS), MÈRE CÉLIBATAIRE: «J'AI EU PEUR QUE DES TRAFIQUANTS ME PRENNENT MA PETITE FILLE»

Claudia est l'une des bénéficiaires d'ACSIS, une association créée en 2004 à Bucarest pour venir en aide aux (futurs) parents en difficulté, singulièrement les mères. Partenaire de la Fondation belge Samilia, ACSIS offre un soutien social et psychologique aux familles de façon à pouvoir maintenir les enfants à l'intérieur de celles-ci.

«J'ai deux enfants, une fille de 11 ans et un garçon de 5 ans. Je vis en banlieue de Bucarest, dans un appartement social très modeste, d'une seule pièce et sans eau courante. Je n'ai pas de famille. J'ai grandi dans un orphelinat, ma mère m'a abandonnée et je n'ai jamais connu mon père. Je n'avais plus de travail depuis longtemps, jusqu'à ce qu'ACSIS m'en procure un il y a quelque temps. Je suis venue chez ACSIS pour la première fois en octobre 2010. J'en avais entendu parler par une amie qui avait déjà bénéficié de l'aide de l'association. J'étais au bout du rouleau et j'avais besoin de soutien pour pouvoir continuer à m'occuper de mes enfants. De l'aide sociale, économique et psychologique. Surtout, j'avais peur pour mes enfants, craignant que des trafiquants viennent me proposer de les emmener en échange d'argent. Ça arrive fréquemment. Voire même qu'ils me les enlèvent, ce qui se produit aussi. Je craignais surtout pour ma petite fille, qui va à l'école et sur laquelle je ne peux pas veiller en permanence, comme c'est le cas avec mon fils qui ne me quitte pas. J'ai des connaissances qui subissent cette menace, surtout des mères qui vivent seules et sans aucune ressource. C'est d'ailleurs le cas de ma meilleure amie et de la plupart de celles qui étaient avec moi à l'orphelinat. La majorité d'entre elles sont aujourd'hui à la rue. Des gens profitent de notre pauvreté pour nous pousser à faire des choses terribles, comme vendre nos enfants. Mais grâce au soutien d'ACSIS et à mon travail, je suis maintenant en mesure de satisfaire les besoins de mes enfants et d'en prendre soin. Avant, ils pleuraient parce qu'ils avaient faim et j'étais impuissante. Je vois l'avenir plus sereinement.»

a recueilli le témoignage exceptionnel de Brelante, une figure importante du milieu. D'après le boss repent, les profits engrangés par le crime organisé local uniquement grâce à l'exploitation d'enfants mendiants et voleurs sont faramineux. Et d'ajouter: «On n'est plus là face à un problème national. C'est devenu un problème international.» ■

(1) Direction générale de la protection de l'enfance du ministère du Travail, de la Famille et de la Protection sociale.

(2) «Réalités et processus de la traite des mineurs roumains liée à la migration».

(3) «Trafficking in children in Romania - Study on the recruiting process», General Inspectorate of the Romanian Police, National Agency Against Trafficking in Persons, Bucarest, 2009.